

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Les États membres des Nations unies ont approuvé en septembre 2015 le programme de développement durable à l'horizon 2030, nouveau cadre s'articulant autour de dix-sept objectifs de développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale. Le programme d'action d'Addis-Abeba, adopté en juillet 2015, en fait partie intégrante. Il fournit un cadre mondial pour le financement du développement et établit un nouveau paradigme pour la réalisation des objectifs de développement durable en prônant l'utilisation efficace de l'ensemble des flux financiers et des moyens non financiers de mise en œuvre et en insistant sur des actions et politiques bien fondées au plan national.

L'UE a adopté en juin 2017 le nouveau Consensus européen pour le développement, cadre d'action inspiré du programme 2030 et du programme d'Addis-Abeba. Le consensus établit le cadre d'une approche commune de la politique de développement pour les institutions et les États membres de l'UE. Il met plus particulièrement l'accent sur les domaines d'action et les moyens de mise en œuvre qui offrent le plus grand potentiel en termes de véritable changement.

Le présent rapport fait le point sur les progrès accomplis par l'Union européenne et ses États membres à l'égard du programme d'Addis-Abeba dans le cadre du Consensus européen pour le développement. Il couvre les avancées réalisées entre 2015 et 2017.

Les institutions et États membres de l'UE ont entamé sans tarder la mise en œuvre du programme d'Addis-Abeba dans le contexte du programme général 2030, et poursuivent leurs efforts afin de respecter leurs engagements. Au rythme actuel, l'UE devrait honorer la plupart des engagements qu'elle a pris en matière de financement du développement à l'horizon 2030.

L'aide publique au développement (APD) continue de jouer un rôle crucial. L'UE reste le premier donateur mondial avec plus de la moitié de l'APD totale fournie aux pays en développement. L'APD collective de l'UE est passée de 0,31 % du RNB en 1999 à 0,50 % en 2017 – année où elle a représenté 75,7 milliards d'euros. Quatre États membres de l'UE ont déjà atteint ou dépassé en 2017 le seuil de 0,7 % du RNB consacré à l'APD. L'UE a également augmenté en chiffres absolus son APD collective aux pays les moins avancés (PMA), mais un effort supplémentaire s'impose pour atteindre l'objectif de 0,15 % du RNB à l'horizon 2020.

L'UE s'est particulièrement engagée dans une série de domaines importants. Ensemble, l'UE et ses États membres sont **la première source de financement public de la lutte contre le changement climatique**. Le soutien public de l'UE au financement de l'action climatique a même pratiquement doublé en termes nominaux entre 2013 et 2016. L'UE et ses États membres sont **le principal donateur d'APD à l'appui de la science, de la technologie et de l'innovation** dans les pays en développement. Entre 2009 et 2016, les dépenses de l'UE dans ce domaine ont plus que doublé pour atteindre 1,4 milliard d'euros, ce qui représente plus de 75 % de l'APD mondiale consacrée à la science, à la technologie et à l'innovation. De même, l'UE est de loin **la première source de bourses pour les étudiants de pays en développement**: les dépenses de l'UE en la matière atteignent pratiquement 90 % de l'APD allouée à des bourses d'études par les pays donateurs. Les décaissements annuels affectés à des bourses d'études dans les pays donateurs ont augmenté de 20 % entre 2014 et 2016.

Il convient de souligner également que l'UE a créé une série d'**instruments financiers novateurs** au potentiel considérable. L'UE et ses États membres ont introduit des sources innovantes de financement du développement. Premièrement, ces sources ont généré des ressources financières dépassant les 2,4 milliards d'euros, soit plus du double du montant enregistré en 2016. Deuxièmement, l'UE a mis en place un mécanisme innovant, le Fonds européen pour le développement durable qui, doté d'une contribution de l'UE à hauteur de 4,1 milliards d'euros, devrait mobiliser au moins 44 milliards d'euros d'investissements publics et privés supplémentaires en vue de l'amélioration du développement économique et social en Afrique et dans les pays situés aux frontières de l'UE. Certains États membres recourent à des modalités spécifiques analogues aux mécanismes de financement mixtes prêts-dons de l'UE pour proposer des instruments financiers novateurs aux pays partenaires.

L'UE n'est pas seulement le donateur d'APD le plus généreux en termes quantitatifs: elle se montre aussi particulièrement attentive à la qualité de la coopération au développement. L'UE a notamment favorisé **l'efficacité du développement** en privilégiant des partenariats davantage inclusifs par l'entremise d'une coopération triangulaire et sud-sud. **La programmation conjointe** et **la mise en œuvre conjointe** sont également des moyens efficaces de concrétiser des partenariats de coopération au développement. Fin 2017, l'UE et ses États membres avaient finalisé 21 documents de programmation conjointe. L'UE et ses États membres sont également très engagés dans la mise en œuvre conjointe au travers notamment de quatre **fonds fiduciaires différents** créés par leurs soins depuis 2015. Le principal d'entre eux, doté de plus de 3,4 milliards d'euros, est le fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique.

L'APD ne représente toutefois qu'une petite partie du cadre de financement du développement. En soutien au développement durable des pays en développement et dans le droit fil du programme d'action d'Addis-Abeba, l'UE pratique une approche globale et intégrée de la mobilisation de financements et d'autres moyens de mise en œuvre auprès de toutes les sources disponibles (publiques/privées, nationales/internationales) et de tous les acteurs concernés - y compris l'élaboration de bonnes politiques. Les actions menées par l'UE contribuent à mobiliser conjointement l'aide, les investissements, les transferts de fonds par les migrants, le commerce et les ressources nationales.

Étant donné l'importance du **secteur privé** en tant que moteur de croissance et de création d'emplois, l'UE a pris des mesures fortes pour en promouvoir le développement. On peut citer à cet égard le soutien aux réformes visant à améliorer le climat des investissements, des facilités pour l'obtention de prêts et de fonds de capital-risque ainsi qu'une assistance technique aux entreprises. Les États membres de l'UE disposent de programmes bilatéraux spécifiques qui accordent des crédits, des garanties et une assistance technique aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) de pays partenaires. L'UE a instauré un plan européen d'investissement extérieur (PIE) qui, s'articulant en trois volets, vise à accroître l'investissement privé et à améliorer le climat pour les entreprises dans les pays tiers. Elle continue en outre d'apporter son soutien et de mobiliser des investissements au moyen de mécanismes mixtes dans toutes les régions bénéficiant de sa coopération extérieure.

L'UE et ses États membres ont pris des mesures destinées à **réduire le coût des transferts de fonds** et à en intensifier l'usage à des fins de développement. La tarification des envois de fonds a considérablement baissé dans plusieurs États membres de l'UE entre 2014 et 2017.

En ce qui concerne **le commerce**, l'UE a pris des mesures visant à faciliter l'accès aux marchés pour les pays en développement. L'UE a fait progresser les questions de développement dans le cadre des négociations commerciales multilatérales en accordant des préférences commerciales unilatérales (système de préférences généralisées, y compris le régime spécial «Tout sauf les armes») et en concluant des accords commerciaux bilatéraux et régionaux avec des pays en développement, et notamment des accords de partenariat économique. L'UE et ses États membres sont également **la première source d'aide au commerce au niveau mondial**. L'UE est le marché le plus ouvert au monde pour les pays les moins avancés.

L'UE intensifie son aide à **la mobilisation des recettes nationales** dans les pays en développement. Elle figurait en 2015 parmi les signataires de l'**initiative fiscale d'Addis-Abeba**, partenariat multipartite visant à améliorer la transparence, l'équité, l'efficacité et l'efficience des systèmes fiscaux. Les financements consacrés en 2015 à la mobilisation des recettes intérieures au titre de l'APD de l'UE ont représenté 61 % du total des décaissements effectués par les partenaires de développement dans le cadre de cette initiative. La Commission européenne a également adopté en 2015 l'approche **«Percevoir plus, mieux dépenser»**, qui vise à aider les pays en développement dans trois domaines essentiels: i) une meilleure mobilisation des recettes intérieures; ii) des dépenses publiques plus efficaces et plus efficientes; et iii) la gestion de la dette. Des programmes d'**appui budgétaire** contribuent à **promouvoir la gouvernance, la gestion des finances publiques et la mobilisation des ressources nationales dans les pays partenaires**. Au cours de la période 2015-2017, 263 contrats d'appui budgétaire de l'UE ont été mis en œuvre dans 88 pays, créant un portefeuille de 12,7 milliards d'euros et donnant lieu à des décaissements à hauteur de 5,5 milliards d'euros. L'UE et ses États membres soutiennent également des initiatives axées sur l'échange d'informations dans le domaine fiscal ainsi que sur la lutte contre la corruption et les flux illicites.